

Tchad/Politique

Remaniement du gouvernement axé sur la sécurité publique

AFP
N'Djamena/Tchad

LE Premier ministre tchadien, Kalzeube Pahimi Deubet, a procédé à un remaniement ministériel marqué par le retour d'un conseiller du président Idriss Deby à la sécurité publique du pays confronté à la menace d'attentats de Boko Haram,

selon un communiqué officiel. Principale nouveauté de ce remaniement annoncé dimanche soir à la radio nationale, le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique est scindé en deux : un ministère de l'Administration du territoire et un autre de la Sécurité publique et de l'Immigration. Ahmat Mahamat Bachir,

ancien ministre de l'Intérieur devenu conseiller à la présidence, fait son retour au gouvernement à la tête de la Sécurité publique, portefeuille sensible dans le cadre de la menace liée à Boko Haram. Le groupe terroriste nigérian Boko Haram a mené plusieurs attentats-suicide en juin et juillet dans la capitale N'Djamena qui ont fait une cinquantaine de morts.

Au total, 11 personnalités font leur entrée au gouvernement, qui enregistre huit départs. Au titre des départs figure notamment le ministre des Finances, Bedoumra Kordje, candidat malheureux à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD) en mai. Les titulaires des principaux portefeuilles conservent leur poste,

notamment le ministre des Affaires étrangères Moussa Faki Mahamat et le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense nationale, Benaindo Tatola. Les remaniements au sein du gouvernement sont fréquents dans ce pays sahélien tenu d'une poignée de fer par le président Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990.

Corée du Sud-Corée du Nord/Paix

Accord en vue de désamorcer les tensions

AFP
Séoul/Corée

Les deux Corées sont parvenues à un accord, au terme de négociations marathon, en vue de désamorcer les tensions qui ont failli précipiter la péninsule dans un conflit armé, a annoncé ce mardi le chef de la délégation de Séoul.

LA Corée du Nord a accepté d'exprimer ses « regrets » pour l'explosion d'une mine

antipersonnel à la frontière qui a mutilé deux soldats sud-coréens, comme l'exigeait Séoul, a annoncé le conseiller de sécurité nationale Kim Kwan-Jin. De son côté, la Corée du Sud s'est engagée à faire taire ses haut-parleurs qui diffusent à plein volume leurs messages de propagande à la frontière. Les deux parties ont également convenu d'œuvrer vers une reprise le mois prochain des réunions des familles séparées par la guerre de Corée (1950-1953), a déclaré M. Kim à la presse.

Les négociations qui s'étaient ouvertes samedi dans le village frontalier de Panmunjom, où fut signé le cessez-le-feu de la guerre de 1950-1953, étaient les discussions intercoréennes au plus haut niveau depuis près d'un an, signe de la gravité de la situation. La Corée du Sud avait averti hier qu'elle ne battrait pas en retraite dans le face à face militaire tendu qui l'opposait à la Corée du Nord, exigeant au contraire les excuses de Pyongyang pour l'explosion de la mine anti-

personnel. Pyongyang avait pour sa part menacé le Sud d'une attaque armée si Séoul n'éteignait pas ses haut-parleurs qui diffusaient depuis une semaine à plein volume des messages de propagande vers le Nord. La Corée du Sud avait décidé de reprendre sa guerre de propagande - une pratique que les deux pays avaient cessée en 2004 d'un commun accord - en représailles à l'attaque à la mine antipersonnel. Les tensions n'avaient pas

connu pareille escalade depuis des années, le Nord repositionnant des unités d'artillerie, tandis que des avions de chasse sud-coréens et américains effectuaient des exercices de simulation de bombardement. Les deux pays sont techniquement en conflit depuis 65 ans car la guerre de Corée a pris fin avec un simple cessez-le-feu qui n'a jamais été formalisé par un traité de paix en bonne et due forme.

Nigeria/Face aux violences de Boko Haram

Ban Ki-moon "solidaire" du peuple nigérian

AFP
Abuja/Nigeria

En visite à Abuja, le secrétaire général de l'Onu a exprimé hier sa « solidarité » avec le Nigeria dans sa « lutte » contre le groupe terroriste Boko Haram qui sème la « terreur » dans le nord-est du pays.

venu commémorer le quatrième anniversaire d'une attaque de Boko Haram contre le siège de l'Onu à Abuja, qui avait fait 24 morts, Ban Ki-moon a également salué la « plus grande stabilité et paix » au Nigeria depuis l'arrivée au pouvoir fin mai du président Muhammadu Buhari. A l'issue d'un entretien avec le chef de l'État, le patron de l'Onu a notamment félicité le Nigeria pour l'organisation au printemps d'élections « libres et justes ». « Pour la première fois dans l'histoire du Nigeria, un président en exercice a cédé le pouvoir pacifiquement à un candidat de l'opposition lors d'une élection démocratique », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. « L'élection a envoyé un message fort au monde entier de respect de la démocratie et de l'État de droit », a ajouté Ban Ki-moon. Le secrétaire général a indiqué que ses entretiens avec M. Buhari avaient

porté sur le développement, les droits de l'Homme, la paix et la sécurité, et notamment les « niveaux inquiétants de violence et de terreur perpétrés par Boko Haram dans le nord du Nigeria et au-delà ». « J'exprime ma forte solidarité avec le peuple et le gouvernement du Nigeria et avec les familles et les victimes concernées », a-t-il dit aux journalistes, ajoutant que les Nations Unies allaient « travailler la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme ».

SOLIDARITÉ * Avant la réunion avec M. Buhari, Ban Ki-moon a déposé une couronne de fleurs et serré dans ses bras des proches des victimes de l'attentat lors d'une cérémonie à la Maison des Nations Unies, en rendant hommage à « l'extraordinaire courage et la détermination » des survivants. Au moins 24 personnes avaient péri le 26 août 2011, lors d'un attentat meurtrier à la voiture piégée contre le bâtiment des Nations Unies, qui abritait 400 personnes. Les islamistes radicaux de Boko Haram, qui avaient revendiqué l'attaque, sont tenus pour responsables de la mort de plus de 15.000 personnes en six ans, essentiellement dans le nord-est du pays. « Les terroristes ont attaqué les Nations Unies et



Ban Ki-moon a l'issue de l'entretien qu'il a eu avec le président Buhari.

pris la vie de nombreux collègues. Mais notre mission est de construire. D'améliorer la vie des personnes dans le besoin », a souligné Ban Ki-moon.

CONTRER L'EXTRÉMISME * L'avion du secrétaire général de l'Onu a atterri à l'aéroport international d'Abuja quelques heures à peine après que l'armée nigérienne eut annoncé que son chef, le général Tukur Buratai, avait été la cible d'une embuscade de Boko Haram. Le général en est sorti indemne, un soldat et dix militants sont morts lors de l'affrontement à Faljari, à l'est de Maiduguri, capitale de l'État de Borno, selon le porte-parole de l'armée Sani Usman. Boko Haram a intensifié ses

attaques dans l'État de Borno et dans deux autres États voisins du Nord-est depuis que le nouveau président Buhari a pris ses fonctions le 29 mai. Ce dernier s'est engagé à anéantir Boko Haram et a remplacé début août tous les principaux chefs militaires. Les islamistes ont également mené des attaques meurtrières le long des frontières du Nigeria, au Cameroun et au Tchad, dont des attentats-suicides - certains commis par des femmes - ces dernières semaines. Cette nouvelle vague de violences a coûté la vie à plus de 1.000 personnes depuis fin mai et mis en échec les efforts lancés depuis février par les armées du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Niger pour

contrer Boko Haram. Une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) de 8.700 hommes regroupant Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun et Bénin, doit être déployée incessamment dans le nord-est du Nigeria et aux confins des frontières du Cameroun et du Tchad. Après ses entretiens avec le président Buhari, Ban Ki-moon devait dîner avec des capitaines d'industrie et parler « démocratie, droits de l'Homme et lutte contre l'extrémisme violent » lors d'une réunion au ministère des Affaires étrangères, selon un programme officiel. Cette visite est la deuxième de Ban Ki-moon au Nigeria depuis sa prise de fonctions en 2007, après une première en mai 2011.

L'Afrique en bref

Afrique du Sud/Devises. Le rand au plus bas
La monnaie sud-africaine, le rand, a atteint son plus bas niveau historique hier face au dollar et à l'euro dans un contexte globalement difficile pour les devises émergentes, lié notamment à la chute des cours des matières premières dans le sillage du ralentissement chinois, selon des économistes.
Côte d'Ivoire/Procès. 20 ans pour le commandant Yapo
Le commandant Anselme Séka Yapo, ancien chef de la sécurité rapprochée de l'ancienne Première dame ivoirienne Simone Gbagbo, s'est pourvu en cassation contre sa condamnation à vingt ans de prison pour « assassinat », a-t-on appris hier de sources judiciaires.
Sierra Leone/Ebola. Le dernier malade guéri !
Le dernier malade d'Ebola connu en Sierra Leone est guéri et a quitté hier l'hôpital où il était soigné, une étape supplémentaire vers la fin de l'épidémie dans le pays, ont annoncé les autorités.

A travers le monde

France-Allemagne/Migrants. Merkel et Hollande pour une réponse "unifiée"



Le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel ont plaidé hier à Berlin pour une réponse « unifiée » de l'Europe à la crise créée par l'afflux sans précédent de réfugiés sur le continent.
Bangladesh/Catastrophe de Rana Plaza. La justice interdit un film
La justice au Bangladesh a interdit hier un film relatant la catastrophe du Rana Plaza, le pire accident industriel de l'histoire du pays, estimant qu'il pouvait « donner une image négative » de l'industrie du textile.
Turquie/Élections anticipées. Erdogan maintient son pari
Le président turc Recep Tayyip Erdogan, accusé de vouloir gouverner seul, a lancé hier le processus pour convoquer de nouvelles élections législatives, prenant un pari risqué en pleine résurgence des violences avec les rebelles kurdes.
Palestine/Politique. Le grand rival d'Abbas appelle à la fronde
Mohammed Dahlane, l'ex-homme fort du Fatah à Gaza désormais en conflit ouvert avec le président Mahmoud Abbas, a appelé la direction palestinienne à évincer ce dernier, lançant les hostilités à l'approche d'un congrès réuni pour la première fois en près de 20 ans.